

Julien Aubert seul candidat pour le vrai mariage



Article rédigé par *le Salon Beige*, le 11 octobre 2017

source [le Salon Beige]

A ma connaissance c'est le seul des candidats déclarés à la présidence du parti LR à se prononcer pour l'abrogation de la loi dénaturant le mariage. Il faut dire que Julien Aubert est membre de l'Entente Parlementaire pour la famille. Laurent Wauquiez, lui, a tourné sa veste sur ce sujet et se contente désormais de défendre la filiation au moyen d'une hypothétique réécriture de la loi Taubira. Dans une entretien, Julien Aubert [explique](#) :

"[...] Cette année encore, la droite a perdu une élection qui été jugée imperdable. Après cinq ans de mandature socialiste, la victoire semblait acquise. François Hollande, sûr de son échec, n'a même pas osé se représenter, son bilan était indéfendable. Et pourtant, nous avons échoué à nous qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle et à obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Chacun se rappelle les raisons principales qui ont abouti à cette débâcle. Mais derrière l'échec conjoncturel, nous avons été incapables de prendre en compte d'autres réalités plus structurelles. **Nous n'avons pas pris conscience des mutations profondes de la société française. Notre mouvement n'a pas adapté son logiciel aux nouveaux enjeux contemporains.** Nous n'avons pas su non plus moderniser ses structures, son fonctionnement, et répondre aux défis d'un parti de masse au 21 siècle.

Parmi les candidats déclarés, personne ne faisait ce diagnostic, c'est pourquoi, en homme libre et engagé j'ai décidé de me présenter à la présidence des Républicains. Je veux que mon parti se réveille pour mettre sur la table les questions que nous avons, pendant trop longtemps, laissées de côté.

Désormais nous devons réfléchir à comment répondre à l'aspiration démocratique dans un monde devenu plus horizontal mais qui aspire toujours à une forme d'autorité pyramidale. Comment mobiliser nos adhérents et faire en sorte qu'un véritable service leur soit rendu en échange de leurs cotisations ? Comment faire cohabiter des sensibilités différentes au sein d'une même famille politique et permettre l'expression d'une véritable réflexion intellectuelle interne ? Tels sont les sujets dont le futur Président des Républicains devra s'occuper en priorité.

En quelques mots, quelle est votre ligne politique ?

Mes convictions politiques s'enracinent dans le gaullisme. **J'ai la France pour espérance, l'Europe des nations et des peuples comme horizon et le peuple comme boussole.** Pour me situer, **je me considère proche de Philippe Séguin ou encore d'Henri Guaino.** Nous Les Républicains, nous avons le général de Gaulle en héritage. Ces racines nous obligent. Nous devons avant tout renouer avec la noblesse politique c'est-à-dire le service de la cité et de l'intérêt général. **Nous devons incarner une droite fière d'elle même. Une droite qui ne doit s'excuser d'être de droite et faire table rase de l'idéologie héritée de 68.** Pour être généreux et parler de justice sociale, il nous faut avant tout rappeler les exigences d'autorité, de respect, de méritocratie, de laïcité et retrouver notre fierté d'être Français.

Le Gaullisme est inséparable de l'indépendance nationale et de l'idée de souveraineté. Au XXIème siècle, dans l'Union européenne, que veut dire pour la France le terme de souveraineté ?

J'aime citer cette phrase du Général qui comme beaucoup d'entre elles n'a pas pris une ride, « *l'essentiel pour jouer un rôle à l'international, c'est d'exister par soi-même, chez soi. Il n'y a pas de réalité internationale qui ne soit d'abord une réalité nationale* ». Comme le disait Philippe Seguin, la souveraineté, c'est-à-dire notre capacité d'agir en nation libre est indivisible comme un nombre premier. On est souverain ou on ne l'est pas. C'est la garantie de notre démocratie. **Or, de plus en plus, nos lois sont votées à Strasbourg, nos politiques monétaires et migratoires décidées à Bruxelles et notre politique étrangère à Washington. L'Europe a été imposée au Français comme une seconde patrie. Le traité de Lisbonne, aboutissant à une Europe toujours plus fédéraliste, a piétiné le non au référendum de 2005. Les élites ont alors définitivement rompu le contrat moral avec le peuple.**

C'est la raison pour laquelle, les Français s'emparent du vote protestataire comme un cri d'alarme. L'absence de gaullisme fait le lit des extrêmes, car si les élites sont sourdes, le peuple, lui n'est plus aveugle. C'est pourquoi je milite pour une Europe véritablement européenne, une Europe des nations respectueuse des singularités étatiques et de leur souveraineté. Une Europe qui protège contre une immigration incontrôlée et un système capitalisme inhumain. Il existe un modèle français qui doit perdurer. Aussi, je souhaite, comme au temps du général de Gaulle, une Europe des coopérations qui se concentre principalement sur des projets concrets comme par exemple le développement des nouvelles technologies ou la lutte contre le cancer afin de tenir notre place dans la compétition mondiale.

L'un de vos concurrents les plus sérieux, Laurent Wauquiez, déclarait, il y a quelques temps, qu'il ne reviendrait pas sur la loi Taubira. Quelle est votre position sur le sujet ?

Ma position sur la question n'a pas changé. En 2013, j'étais dans l'hémicycle, l'un des députés les plus présents pour défendre une position somme toute assez simple : la liberté des adultes doit s'arrêter où commence le droit des enfants. La question n'est pas de remettre en cause l'amour que se donnent deux personnes de même sexe ni de discuter de leur capacité individuelle à élever un enfant, mais j'estime qu'un enfant a le droit de bénéficier pour vivre et grandir des deux modèles de l'humanité, c'est-à-dire d'un père et d'une mère. C'est pourquoi je suis pour une grande politique généreuse pour les familiales monoparentales afin de limiter les conséquences des accidents de la vie. Mais instituer légalement un manque en supprimant volontairement la présence d'un père ou d'une mère constitue pour moi un choix dangereux qui amènera inévitablement à la question de la PMA pour tous puis de la GPA. [...]"